

<https://ugtg.org/spip.php?article903>



Occupation du Conseil général : Honni soit qui mal y pense !

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -



Date de mise en lignemardi 12 mai 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Au cours des quatre dernières années plus d'une centaine d'occupations des Conseil général et régional se sont déroulées en France. Pas une fois, nul n'a songé à les qualifier de coup d'état, de putsch et autres amabilités sorties tout droit de la bouche rageuse de politiciens corrompus jusqu'à la moelle par les miettes de pouvoir que l'état colonial a daigné leur octroyer.

Ils se répartissent en deux catégories :

L'une pour qui la démocratie - comparable à celle des républiques bananières - consiste à continuer à vendre par pans entiers le foncier de la Guadeloupe à des prédateurs et affairistes véreux, d'une part et à susciter l'émergence d'un capitalisme "guadeloupéen" exclusivement inspiré du modèle de la "Francafrrique".

Pour l'autre, cette démocratie dévoyée - imposée à coup de millions d'euros de subventions accordées à des capitalistes békés et européens sans foi ni loi - est le faux nez du génocide par substitution du peuple guadeloupéen. La transformation de Jarry et de régions entières en blantoustan étant le modèle de société qu'ils s'acharnent à promouvoir.

Mais à la lueur des quelques exemples qui suivent, ce n'est pas à une mais à des dizaines d'occupations interpellatives et de sommations populaires que le peuple et les travailleurs guadeloupéens devraient procéder. Gageons que cela ne saurait tarder...

Mercredi 26 janvier 2005 : Occupation du Conseil général de Seine Saint-Denis par le 9ème collectif de sans papiers, pour exiger la libération de trois sans-papiers poursuivis pour séjour irrégulier.

Sortie du Conseil Général avec une lettre du Président dans laquelle il exprime son soutien aux sans papiers et demande au préfet la libération des membres du 9ème collectif. De plus les élus PC se sont engagés à rendre visite au centre de rétention administratif de Bobigny à nos camarades encore détenus. [Source](#)



7 février 2006 : Occupation du conseil général de Guyane par des militants de l'UTG.

Les militants de l'Union des travailleurs guyanais (UTG) avaient entrepris cette action pour appuyer les revendications de salariés en grève de l'hôpital de Cayenne.

Ils ont quitté les lieux quelques heures plus tard après un accord avec les élus, a-t-on appris mercredi auprès des collectivités locales. Des représentants du conseil régional et du conseil général ont signé une convention dans laquelle ils se sont engagés à demander au ministère de la Santé un renforcement des effectifs de l'hôpital et la résorption de l'emploi précaire. Ces deux points figuraient parmi les principales revendications des grévistes. Les manifestants ont alors quitté le conseil général et levé le piquet de grève installé à l'entrée du centre hospitalier. [Source](#)

12 avril 2006 : Occupation du conseil général de la Côte-d'Or

Une manifestation d'environ 500 personnes, principalement des lycéen-n-e-s et étudiant-e-s mobilisée contre le CPE a pris fin par l'envahissement du bâtiment, ne laissant pas le temps à la police d'intervenir. Le Conseil Général est actuellement présidé par Louis de Broissia, sénateur UMP.

Après environ 3h d'occupation, une réponse de Louis de Broissia est arrivée par fax du Sénat : il proposait soit d'accepter une rencontre entre lui et une délégation de 5 personnes dès le lendemain, soit de nous faire expulser immédiatement par les forces de l'ordre pour mettre fin à une occupation jugée intolérable et menaçante pour la démocratie. [Source](#)

30 mai 2006 : Occupation du Conseil Général de l'Isère.

Initiée par l'Opposition Grenobloise aux Nécrotechnologies, cette occupation du Conseil Général avait pour objectif de rappeler en quoi le projet Minatec est lié aux politiques "publiques" locales.

Aucun échange avec les "responsables" et "chefs" du Conseil Général n'a eu lieu. [Source](#)

3 juin 2007 : Occupation du Conseil général du département des Pyrénées-Atlantiques à l'appel de LEIA.

L'occupation s'organisait, avec une conférence de presse, présentant les objectifs de l'action : l'opposition à la construction d'un couloir à camions.

LEIA a demandé aux candidats aux élections législatives de s'engager sur un texte. Ont répondu positivement : Léonie Aguegaray pour Euskal-Herria Bai, Jenofa Cuisset pour Les Verts, Jean-Pierre Domecq pour le PS, Jean Haïra pour la LCR, Louis Labadot pour le PCF, Jean-Marie Puyau pour la France en Action, Thierry Richard pour le Parti des évidences concrètes. Ont répondu négativement Beñat Sicre, candidat CPNT, Hervé Lucbéreilh, candidat UMP [Source](#)

Occupation du Conseil général : Honni soit qui mal y pense !

8 avril 2008 : Occupation du Conseil général d'Ille et Vilaine par les étudiants de l'IRTS de Rennes et de l'AFPE de Bruz.

Le regroupement a abouti à une rencontre entre une délégation de quelques représentants des deux écoles et du Conseil Général, entre autres Mr Pierre Morin, directeur de cabinet du président du Conseil Général et Mr Denieul, responsable du pôle « action sociale ».

- ▶ Le Conseil Général d' Ille et Vilaine soutient la revendication contre la disparité privé/public et pense que s'il y a financement, il est préférable que ce soit les instituts de formations qui gratifient les stagiaires.
- ▶ Le Conseil Général a précédemment écrit des courriers officiels envoyés au ministère qu'ils transmettrons aux étudiants dans les plus brefs délais.
- ▶ Enfin, un prochain rendez-vous sera normalement fixé pour ouvrir un espace de discussion entre le Conseil Général et les étudiants sur le décret et ses modalités d'application. [Source](#)



10 décembre 2008 : Occupation du Conseil régional de Haute-Normandie par des salariés des usines Renault de Cléon et Sandouville, protestant contre les mesures de chômage partiel décidées par le groupe automobile.

Des ouvriers des usines Renault de Cléon et Sandouville (Seine-Maritime), placées en chômage partiel, ont envahi lundi à Rouen le siège du Conseil régional de Haute-Normandie, présidé par le socialiste Alain Le Vern.

Les salariés présents, 2.000 à 3.000 selon les sources, ont interrompu une séance plénière pour mettre en cause les subventions obtenues de l'institution par le constructeur automobile. Ils demandent aux élus de "faire pression" pour que Renault indemnise intégralement leur chômage partiel. Le président socialiste du conseil régional, Alain Le Vern, a estimé que « les ouvriers se trompaient de cible » [Source](#)

Mardi 24 mars 2009 : Occupation du Conseil général d'Ille et Vilaine par le Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes afin d'exiger de la part des collectivités locales des solutions d'hébergement en attendant que l'Etat central prenne en charge, comme il le devrait, l'hébergement des gens à la rue.

En peu de temps, le directeur adjoint du cabinet de Jean-Louis Tourenne, président du conseil général, Jean-François Bernard, les reçoit autour d'une table pour écouter leurs revendications. Jean-Louis Tourenne négocie avec le collectif. [Source](#)ÉÉÉÉ